

Relations franco-tchèques : approche historique et politique

Les relations franco-tchèques ne datent pas d'hier. En effet, si l'entente entre la Tchécoslovaquie (à cette période, la Tchéquie a formé un état avec la Slovaquie) et la France a connu un quasi « âge d'or » au début du 20^e siècle, elle pose ses fondements sur une Histoire vieille de plusieurs siècles. Au 14^e siècle, en 1311, Jean de Luxembourg, élevé à la cour de France, est couronné à la tête du Royaume de Bohême.

Son fils, Charles IV, lui succédera après sa mort et renforcera considérablement les relations entre les deux pays. C'est lui qui commanda la construction de la très célèbre cathédrale Saint Guy à Prague, inspirée notamment de la cathédrale de Narbonne.

Après une période d'éloignement, les relations se renforcent de nouveau au commencement de la première guerre mondiale. La France abrite de nombreux exilés politiques tchèques dont le premier président de la république tchécoslovaque, Tomas Masaryk.

En 1938, les accords de Munich entre la France et l'Allemagne nazie, scellent un nouveau clivage relationnel entre nos deux pays. Cet accord signera la mort de la République tchèque, et le début de l'invasion allemande. La libération du pays par les communistes puis la mise en place de leur politique autoritaire, ne fit que peser d'avantage sur une possible coopération entre Prague, et Paris. Il faudra attendre la Révolution de Velours, en 1989 pour que de nouveau les deux démocraties renouent des liens. Des liens qui se seront davantage renforcés, jusqu'à aujourd'hui.

Il faut toutefois nuancer ce rapide résumé des relations franco-tchèques qui s'apparente à un constant vas et vient entre entente et mésentente. Même si d'un point de vue politique les relations entre les deux pays n'étaient plus possibles pour des raisons éthiques et démocratiques, les relations franco-tchèques du 20^e siècle, ont perdurées à échelle humaine. De même ces collaborations n'ont pas été unilatérales, et la France n'aura pas été seule instigatrice d'un souffle nouveau pour la République tchèque ; la Tchéquie a elle aussi grandement contribué au développement français. Ces deux pays se seront mutuellement apporté de nouvelles perspectives tant politiquement qu'économiquement ou culturellement.

I. Des relations étroites qui datent de plus d'un siècle.

A. Le XIXe siècle : rupture avec l'Autriche et rapprochement français

Le joug austro-hongrois marqua un frein à l'envol tchèque pendant plusieurs siècles, autant politiquement, religieusement que culturellement. Le peuple tchèque, las de cet emprisonnement national imposé par l'Empire voisin, s'émancipe de ce dernier et se rapproche de la France. La France de son côté fait face à l'Allemagne qui souhaite annexer l'Alsace et la Lorraine. Le soutien des dirigeants tchèques malgré la défaite de la France, signe la charte de l'amitié franco-tchèque. Les tchèques voyaient dans la France un contrepoids naturel de l'Autriche et de la sphère germanique en général. En effet, la France du 19^e siècle est fortement influencée par la pensée de ses ancêtres, et la culture moderne tend vers un souci d'émancipation de quelque forme de pouvoir autoritaire comme le fut la monarchie française ou comme l'est l'empire austro-hongrois à cette époque. Faire de la France son alliée, c'est commencer à reconstruire la Tchéquie.

Cette reconstruction passe par un renouvellement de l'image politique tchèque : les hommes politiques importants du pays rendent visite à leurs homologues parisiens contre la volonté de Vienne. De nombreux mouvements tels que le Sokol, mouvement gymnastique patriotique, sont créés et implantés à Paris notamment pour forger l'identité nationale tchèque. Malgré les foudres viennoises que s'attire Paris, la capitale française continue de soutenir l'intérêt tchèque et son émancipation culturelle et populaire.

Du point de vue des relations officielles, la création du Consulat français à Prague en 1897, obtenue sur la pression des députés tchèques, constitua un moment important dans les relations entre les deux pays. La mission principale du Consulat fut de recueillir des informations économiques, car la Bohême était la principale région industrielle de l'Empire austro-hongrois.

L'influence culturelle de la France en Bohême fut très importante dans tous les domaines, mais la Bohême, de son côté, une contrée inconnue, devint peu à peu, aux yeux des Français, un pays possédant une belle et riche culture.

Les années 1860 marquent une volonté des intellectuels tchèques de se faire connaître en France et dans le reste du monde, et ainsi de faire parler de la culture tchèque comme particulière à son pays. Dès 1863, on fit des conférences sur la littérature tchèque au Collège de France. Dans les années soixante, l

l'association Česká beseda (La Conversation tchèque) de Paris se réunit au Café des Nations pour diffuser une meilleure connaissance de la Bohême. A partir de 1869, la revue Correspondance slave se proposait de fournir à l'étranger des informations sur les événements dans les Pays tchèques.

Le grand et constant défenseur de la cause tchèque en France fut l'historien Ernest Denis, dont l'œuvre maîtresse, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, consacrée à la période de la domination habsbourgeoise sur la Bohême, devint, même pour le public tchèque, une source d'autoréflexion.

La fondation de l'Alliance Française constitua un autre moment important : ses antennes apparurent en Bohême dès 1886, les premières en Europe Centrale. Elles ont pour but de diffuser la langue et la culture française par-delà les frontières. C'est grâce à une bourse de cette institution que, plus tard, Edvard Beneš pouvait faire ses études à la Sorbonne. Il participa à la création de la République Tchécoslovaque en 1918. Dans la même période, l'Institut Français de Prague, portant le nom d'Ernest Denis, jouait un rôle analogue à celui de l'Alliance Française.

B. La création de la République Tchécoslovaque

La création de la République Tchécoslovaque en 1919 grâce au Traité de Saint-Germain en Laye tire quelques une de ses racines de l'influence française.

Sur le plan politique, la France fut considérée à Prague comme un contrepoids de l'univers germanique austro-allemand, et après la Première guerre mondiale qui conduisit à l'écclatement de l'Empire austro-hongrois, des hommes politiques tchèques, soucieux de l'émancipation nationale, cherchèrent naturellement refuge à Paris, où ils continuèrent d'œuvrer pour la cause tchèque.

Ils créèrent le Conseil national tchécoslovaque en 1916 à Paris, un organe de résistance anti-autrichienne. La France fut la première à reconnaître d'une part la légitimité de ce conseil, mais aussi la création de la Tchécoslovaquie en tant qu'Etat, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (elle sera suivie par les Etats-Unis et la Grande Bretagne). De même, elle reconnut en 1918, ses principaux instigateurs, Masaryk, Beneš et Štefánik, qui constituèrent les piliers du gouvernement Tchécoslovaque, puis plus tard du gouvernement provisoire dans les années 40.

En vue de leur émancipation, les Tchèques ont également mis en place en 1917, une unité militaire tchèque en France, aussi appelée la Compagnie Nazdar. Elle prit part aux combats sur le front franco-allemand. La création de cette armée a un impact à la fois sur le plan militaire et politique car même si l'armée était

placée sous le commandement français, sa politique était, elle, sous le commandement du Comité national Tchécoslovaque.

La période de l'entre-deux-guerres fut une période importante pour la relation des deux pays. La France aida la Tchécoslovaquie à constituer son armée, des capitaux français vinrent s'investir dans l'économie très avancée des Pays tchèques. La Tchécoslovaquie fut parmi les membres fondateurs de la Société des Nations, et sa politique étrangère, conduite par le ministre Edvard Beneš, était très orientée sur la France. La langue française était à l'honneur. Au Lycée Carnot de Dijon, puis dans des lycées de Nîmes et de Saint-Germain-en-Laye, des sections tchécoslovaques furent créées et accueillirent quelques centaines d'élèves tchèques et slovaques, dont beaucoup allaient devenir des personnalités publiques de premier plan.

Cependant, avec l'invasion allemande puis la prise du gouvernement par les communistes en 1945, les relations avec la France et le reste du monde s'effritent. Le gouvernement provisoire est évincé, et la Tchécoslovaquie est proclamée « République Populaire ». Malgré une forte répression de la part du gouvernement communiste, des mouvements contestataires s'organisent et participent de près ou de loin à la future libération du pays à la fin des années 1980.

C. La culture, socle des rapports franco-tchèques et émancipation du communisme

De 1945 à 1948, la présence du communisme n'est pas officiellement considérée comme une annexion de territoire, mais plutôt comme une stratégie de défense des intérêts tchécoslovaques. Une fois que l'aval de la population tchèque fut apporté aux communistes en 1946, la répression du gouvernement de l'époque, incarné par Gottwald et Zapotocky, se fit plus grande, entraînant la démission de quelques anciens pionniers, dont Edvard Beneš, mais aussi la mort de certains autres, comme le suicide « officiel » de Jan Masaryk, ancien ministre des affaires étrangères. En 1960, la République Tchécoslovaque devient officiellement République socialiste tchécoslovaque, et les couleurs communistes imprègnent la vie des tchèques. Malgré ce que l'on pourrait penser du système prolétaire et de son efficacité, l'économie tchèque a réussi à se stabiliser et à donner aux citoyens un meilleur niveau de vie, et les possibilités de communications avec l'Ouest de l'Europe se sont facilitées. Cela étant, de nombreux intellectuels organisent tout de même des manifestations à l'encontre du régime autoritaire qui s'est imposé sur leur territoire.

Ils créent l'Union des écrivains tchécoslovaques et utilisent la gazette « Journal Littéraire » pour réclamer une littérature indépendante du pouvoir. Le parti

communiste réprime ces idées libertaires en prenant le contrôle sur la gazette et les maisons d'éditions. Dorénavant, toute publication se fait selon l'accord du ministère de la culture. Dans le même élan de rupture, Paris retrouva son rôle de foyer de l'opposition tchèque à l'étranger. Parmi les exilés, le journaliste Pavel Tigrid devint une figure essentielle de l'opposition tchèque des quarante années à venir, en prenant la direction de la revue « Témoignage ». C'est notamment grâce à lui et à l'association France Tchécoslovaquie que des ouvrages et autres supports interdits arrivent en République Tchèque.

La libéralisation progressive des années 60 entraîna le rétablissement de certaines institutions comme la Bibliothèque française, ou la Société Tchécoslovaquie - France. De même, on rétablit pour un temps les sections tchécoslovaques dans les lycées de Dijon, Saint-Germain-en Laye et Nîmes.

Mais le possible espoir de réforme et de libéralisation politique qui se présente à cette époque est anéanti par l'arrivée des troupes des pays du pacte de Varsovie en 1968. La répression ne suffit pas à faire taire les dissidents mais au contraire à renforcer leurs convictions. Le 16 janvier 1969, Jan Palach s'immole sur la place publique Venceslas de Prague. Son geste dénonce l'indifférence de la population face à la répression communiste exercée par le pacte de Varsovie, et qui de surcroît met fin au printemps de Prague et aux réformes entamées par les précédents gouvernants. Il décèdera trois jours plus tard des suites de ses blessures, et deux étudiants réitéreront son geste par la suite. Cela achèvera de provoquer chez les élites intellectuelles tchèques et françaises un désaveu total à l'égard du régime soviétique. Ce désaveu sera accentué par le livre *L'Aveu* d'Arthur London dans lequel un haut responsable du parti communiste tchèque découvre que la mort de Staline ne changera rien au caractère répressif de l'URSS. Août 1968 eut pour conséquence une nouvelle vague d'exilés vers la France, parmi lesquels de nombreux artistes et intellectuels importants (Jiří Kolář, Milan Kundera, qui se virent tous deux accorder la nationalité française par Mitterrand). Au sein du pays, des cours de français clandestins sont toujours organisés.

Dans les années 1970, 243 intellectuels publient la Charte 77, pétition ayant pour but de rappeler au gouvernement son engagement concernant le respect des droits de l'Homme signé en 1975 à la conférence d'Helsinki. On compte parmi les signataires Vaclav Havel, Jiri Kollár, Jan Patocka, de nombreux artistes, des écrivains, des anciens hommes politiques, mais aussi des philosophes. Cette charte, bien qu'elle ne s'étende pas plus loin qu'au cercle intellectuel est considérée comme un support clé dans le mouvement de résistance qui s'organisait contre le régime communiste.

A l'étranger, et notamment en France, la création du *Comité international pour le soutien des principes de la Charte 77 en Tchécoslovaquie* marque bien la volonté des personnes de soutenir la parole tchèque et son désir de liberté.

A la fin des années quatre-vingts, la France apporta un important soutien à l'opposition tchécoslovaque à l'intérieur du pays, lorsque le Président Mitterrand, lors de sa visite à Prague, à la fin de 1988, rencontra sept de ses représentants, dont Václav Havel. Il fut le premier chef d'Etat ou de gouvernement à le faire.

II. Les relations franco-tchèques, un rapport à échelle humaine

Les événements de l'Histoire ont conduit la France et la République Tchèque à collaborer étroitement et ce du 14^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Le passé compliqué de cette dernière a poussé certains habitants de s'en détacher pour s'exiler en France et trouver une stabilité qu'ils ne possédaient plus. Ainsi, la présence en France de Tchèques et de Slovaques, alors ressortissants austro-hongrois, remonte aux dernières décennies du XIX^e siècle. Ce sont près de 3000 ouvriers, artistes, mineurs, ou artisans qui s'installent à Paris et dans le Nord.

Ils prennent part à la guerre que mène la France contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1914. Cette prise de parti montre à la fois la loyauté des tchèques envers leur patrie, mais aussi envers la France, et leur donne une légitimité sur le territoire français notamment auprès des politiques

Après la création de la Tchécoslovaquie, la France signe une convention d'immigration avec le nouvel état pour répondre à ses besoins de main d'œuvre. Les immigrants tchécoslovaques travaillant en France obtiennent une carte de travailleur. Pendant l'entre-deux-guerres, c'est un milieu national d'environ 50 000 personnes qui se constitue. De nombreuses associations sportives, culturelles sont mises en place, la messe se fait dans leur langue, et la fête nationale est célébrée le 28 octobre. L'ancrage tchécoslovaque en France devient solide.

Plus tard, l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne pousse les Tchécoslovaques de France à mener une activité de propagande contre le pays invasif. La disparition de la Tchécoslovaquie provoquera l'afflux en France de nombreux réfugiés.

19 000 Tchécoslovaques vivent en France en 1946, les exilés politiques dissidents des communistes les rejoignent deux ans plus tard. Le flux migratoire restera inchangé jusqu'à la Révolution de Velours. La libération de la République Tchèque et de la Slovaquie en 1989, et le démantèlement de l'URSS

en 1991, ont incité les jeunes générations tchèques à en savoir plus sur le passé de leur aîné en France, et aujourd'hui, de nombreux partenariats sont mis en place entre les deux pays, aussi bien d'initiative populaire que diplomatique. Les alliances françaises, l'institut français de Prague et le lycée français de Prague promeuvent la découverte de la culture française, l'enseignement de la langue, et la cohabitation avec la culture tchèque. La moitié des lycéens du lycée français de Prague sont de nationalité française.

280 000 touristes français se rendent chaque année en République Tchèque, près de 3600 y résident, dont une majorité à Prague. 2 025 français sont sur le territoire pour y travailler. Enfin, 500 filiales françaises environ sont implantées en Tchéquie. Il ressort un discours assez partagé de l'image tchèque des français, qualifiés de gentils, bien habillés ou d'arrogants.

Les tchèques se rendent en France en tourisme principalement pour y faire du ski, ou de plus en plus pour y découvrir le patrimoine et la gastronomie française. Il y a environ 200 000 tchèques chaque année en France. Les tchèques étudiant en France s'y rendent par attrait pour la culture ou encore pour faciliter leur démarche d'entrée dans le marché du travail.

Avec l'adhésion de la République Tchèque à l'Union européenne, les possibilités de partenariats sont plus vastes, et de nombreuses manifestations sont organisées dans le cadre de la découverte des cultures de chaque pays. Ainsi, la nomination de Plzen en tant que capitale de la culture européenne (initiée entre autre par Jack Lang) en 2015 a permis à la ville de se faire connaître mais aussi de rapprocher les citoyens européens en leur permettant de participer à ce projet d'élargissement des horizons culturels.

A savoir...

Les relations franco-tchèques ont toujours été très liées. Les événements historiques produits ces cinquante dernières années, ont fortement influencé plusieurs facteurs : politique tout d'abord, puisque l'invasion communiste n'a fait qu'enserrer un peu plus l'arrivée d'un nouvel éveil tchèque, après une première libération du joug austro-hongrois, puis une seconde de l'Allemagne. Diplomatie ensuite, car les différences idéologiques entre le communisme à l'Est et le capitalisme à l'Ouest, ont contribué pour les dissidents de la République socialiste tchécoslovaque à trouver, particulièrement dans la France, un allié très étroit. Culturel, car cette coopération ne se sera pas arrêtée à une discussion officielle entre deux diplomates mais aura aussi participé à la résistance tchèque à travers des ouvrages, des manifestations, des pétitions, ou encore des associations de personnes. Finalement, d'un point de vue humain, les annexions successives de la République Tchèque auront entraîné l'exil d'une

partie de la population tchèque vers la France. Les années facilitent l'intégration d'un pays et aujourd'hui les gouvernements des deux nationalités travaillent à la faciliter davantage et pour toutes les populations.